

# **Etats-Unis (migrations) : de nouvelles révélations concernant la séparation des enfants de leurs parents**

dimanche 12 août 2018, par [SHEPPARD Barry](#) (Date de rédaction antérieure : 8 août 2018).

**Il est désormais très clair que la politique de « tolérance zéro » de l'administration Trump envers les parents avec enfants cherchant l'asile aux Etats-Unis était de séparer les enfants de leurs parents, garder les enfants aux Etats-Unis et de déporter les parents.**

Le chef de cabinet de la Maison Blanche a déclaré que les enfants seraient placés « en famille d'accueil ou quelque chose comme ça ».

A la suite d'un ordre de la Cour fédérale, le gouvernement a fait marche arrière et a affirmé qu'il tenterait de réunir parents et enfants. Il est rapidement apparu qu'aucun registre n'avait été tenu quant à quels étaient les enfants de quels parents. Des échantillons d'ADN ont été pris afin de tenter de réunifier les familles.

Avant que Trump n'ordonne les réunifications familiales, de nombreux parents avaient déjà été déportés alors que leurs enfants restaient aux Etats-Unis. Le gouvernement a admis que 463 parents appartenaient à cette catégorie (tout chiffre avancé par le gouvernement, dans la mesure où il s'agit d'une tentative de dissimuler les faits, est sujet à interrogation).

Un grand nombre de ces parents fuyaient avec leurs enfants des formes de violence extrême. Ils venaient du Guatemala, du Salvador et du Nicaragua. Où les parents se trouvent dans ces pays est un mystère, car ils doivent se cacher pour éviter d'être touchés par la violence qu'ils fuyaient. Il est, manifestement, très difficile de réunir ces familles.

Relativisant la situation au moyen d'une blague sordide, Trump a proposé que l'American Civil Liberties Union (ACLU) se charge de trouver les parents. L'ACLU est l'une des organisations qui a engagé des actions judiciaires contre la cruelle et mauvaise politique de « tolérance zéro ».

Des rapports provenant d'avocats en charge de l'immigration ont déclaré que de nouveaux demandeurs d'asile voyaient leurs demandes sommairement rejetées à la frontière. En juin dernier, le ministre de la justice, Jeff Sessions, a annoncé que le fait de fuir la violence domestique ou des gangs - le motif le plus souvent avancé dans la recherche d'asile - ne serait plus considéré comme raison valable pour accorder l'asile. Un simple appel téléphonique d'un fonctionnaire informe les parents qu'ils ne sont pas des cas reconnus, ils n'ont pas même le droit à un entretien et l'entrée leur est refusée.

Le 7 août, l'ACLU a intenté une action auprès de la Cour fédérale pour attaquer cette nouvelle politique. L'organisation déclare que cette dernière viole le principe de la procédure équitable « sous de nombreux aspects ».

L'ACLU avait lancé une action judiciaire auparavant, affirmant que de nombreux parents étaient

contraints ou trompés pour signer des formulaires indiquant qu'ils avaient « volontairement » accepté d'être déportés. L'ACLU condamne le fait que beaucoup ne pouvaient pas lire les formulaires et ne savaient pas bien ce qu'ils signaient. De nombreux demandeurs d'asile sont des « indigènes » [des communautés dites indiennes de ces pays] et ne lisent ni l'anglais ni l'espagnol.

Les formulaires indiquent trois possibilités. La première : « Acceptez-vous d'être déporté et réuni avec votre enfant à l'extérieur ? » Ceux qui ont coché cette case ont été déportés et leurs enfants abandonnés.

La seconde demandait : « Acceptez-vous d'être déporté mais voulez-vous être réuni avec votre enfant avant ? » Ceux qui ont coché cette case ont retrouvé leurs enfants, s'ils pouvaient être identifiés (l'identification des parents n'est toujours pas établie pour des centaines d'enfants). Ces familles sont réunies : en prison.

Quant à la troisième possibilité : « Voulez-vous parler avec votre avocat ? » Un avocat a rapporté qu'une cliente qui avait coché cette case a été abordée par un agent qui lui a demandé : « Tu ne veux pas être avec ton enfant ? Tu ne veux pas que l'on te réunisse avec ton enfant ? »

D'après les chiffres de l'administration, 105 sur environ 3000 enfants séparés de leurs parents ont moins de cinq ans. Certains d'entre eux devaient encore être nourris au sein. Le gouvernement affirme que 57 d'entre eux ont retrouvé leurs parents. Quant aux 46 autres, ils ne retrouveront pas leurs parents car le gouvernement affirme que ceux-ci sont des criminels ou pour d'autres raisons. Aucune information n'a été fournie pour soutenir cette décision. Ceux-ci seront sans doute placés dans les « familles d'accueil ou quelque chose comme ça » chères au chef de cabinet (de Trump) John Kelly.

A cela s'ajoutent les centaines de parents d'enfants âgés de plus de cinq ans qui ont, de même, été déclarés non aptes à être réunis avec leurs enfants.

Des informations supplémentaires ont été dévoilées par des journalistes d'investigation, des avocats de parents et d'enfants et même par des témoins.

Parmi ceux-ci, Lianna Dunlap de Phoenix, dans l'Etat d'Arizona. Elle a remarqué, le 4 juin, des fourgons blancs remplis d'enfants s'arrêtant devant un bâtiment avec des bureaux vides situés derrière sa maison. Le jour suivant, elle a filmé un plus grand nombre d'enfants conduits dans le bâtiment. Pendant trois semaines, elle n'a vu aucun enfant partir ou sortir alors qu'elle et ses voisins ont vu près de 80 enfants venant de l'extérieur. Les fenêtres ont été assombries, la lumière du soleil n'entre donc jamais dans le bâtiment. Elle a pris contact avec des médias locaux, ce qui a permis à des journalistes de découvrir ce qui se passait.

Ils ont découvert que le site avait été loué en mars pour une période de cinq ans à un prestataire privé, MVM, une entreprise sous contrat de l'Immigration and Customs Enforcement (ICE, soit l'Agence fédérale en charge du contrôle des frontières, et donc l'un des organes qui « gère » l'expulsion des migrants). MVM a avoué que le bâtiment n'avait pas de cuisine et peu de toilettes. Il semble que l'ICE demande à ses prestataires privés d'utiliser tout bâtiment qu'ils louent pour en faire des centres de détention pour les demandeurs d'asile et les enfants qui leur ont été arrachés. (Cela s'inscrit dans une pratique plus large où des prisons privées, sous contrat des agences pénitentiaires fédérales ou des Etats, sont utilisées pour des prisonniers « réguliers ».)

Les défenseurs des droits des migrants rapportent que certains enfants sont sortis de sites sous contrat de l'ICE touchés par la gale et pleins de poux. Hearland Alliance, une entreprise sous contrat de Chicago, est sous enquête pour abus et négligence d'enfants de migrants. Le Washington Post

rapporte qu'un enfant, dans l'un des sites d'Heartland Alliance, a reçu plusieurs injections pour le rendre somnolent alors qu'un autre garçon n'a pas reçu, pendant des semaines, les médicaments nécessaires au soin de son bras blessé. L'article révèle également que les enfants étaient sous surveillance de caméras cachées et qu'on les empêchait de faire des câlins à leurs frères et sœurs.

Un article publié par le Center for Investigating Reporting indique qu'environ 1,5 milliard de dollars ont été versés par l'Etat fédéral au cours des quatre dernières années (donc y compris sous Obama) à des entreprises gérant des centres de détention d'enfants migrants sous le coup d'accusations de négligence de soins.

Des enfants détenus au Shiloh Treatment Center, au Texas, ont été contraints et ont été injectés de puissantes drogues antipsychotiques contre leur volonté. Ce qui les a rendus étourdis, apathiques, obèses voire même les a handicapés.

Le 8 août, le groupe de défense des droits humains Dream Defenders a organisé une journée nationale d'action devant les bureaux du GEO Group. Ce dernier est la principale entreprise contractée par l'ICE pour la gestion de prisons privées dans lesquelles sont emprisonnés les migrants. En représailles, GEO Group a menacé de poursuivre en justice les Dream Defenders.

La politique de « tolérance zéro » de Trump de séparation des enfants de leurs parents cherchant asile aux Etats-Unis, même s'ils sont désormais réunis, et la nouvelle politique consistant à les expulser à la frontière, a produit l'effet que souhaitait Trump : terroriser ceux qui voudraient chercher asile, au point qu'ils ne tentent même pas de venir.

Les campagnes anti-immigrés de Trump comprennent un élargissement des expulsions, principalement de travailleurs latinos sans papiers. Son regard s'est aussi tourné vers une restriction accrue de l'immigration légale, ainsi que l'indique le blocus des demandeurs d'asile et son « Muslim ban ».

Dans un tweet récent, Trump a écrit : « Je suis prêt à "fermer" [shut down : ce qui implique, pour faire simple, un arrêt des activités de l'administration suite à un désaccord sur le budget] le gouvernement si les Démocrates ne donnent pas leurs voix pour la sécurité aux frontières, mesures qui comprennent le [financement] mur [sur la frontière mexicaine] ! On doit se débarrasser de la Loterie, Capture et Relâchement etc. pour arriver finalement à un système d'Immigration fondé sur le MÉRITE ! Nous n'avons besoin que de gens formidables qui viennent dans notre pays ! »

La « Loterie » à laquelle fait allusion le président fait référence à une politique visant à accorder la Green card à des ressortissants de certains pays afin qu'ils puissent venir et travailler aux Etats-Unis. Seul un petit nombre de demandeurs sont choisis par hasard. « Capture et relâchement » fait référence à la pratique ultérieure permettant à ceux tentant de rentrer dans le pays d'être relâchés dans la population dans l'attente que les tribunaux tranchent leurs demandes.

Une dimension de l'idée du « mérite » de Trump a été exprimée il y a quelques mois, lorsqu'il a déclaré qu'il ne voulait pas des gens venant de « pays de merde » comme Haïti ou des pays africains, alors que ceux venant de Norvège, c'était bien. C'est-à-dire, des Blancs.

Un autre aspect de son idée du « mérite » est de laisser à l'extérieur du pays les grandes hordes de gens sales - les paysans et les travailleurs ordinaires [qui peuvent toutefois être utiles pour un travail saisonnier au noir, par exemple]. Certains disposant de diplômes avancés nécessaires au secteur des technologies seraient, en revanche, autorisés à entrer.

**Barry Sheppard**

---

---

**P.-S.**

- Traduction A l'Encontre publiée le 11 août 2018 :

<http://alencontre.org/ameriques/americonord/usa/etats-unis-nouvelles-revelations-au-sujet-de-la-separation-des-enfants-de-leurs-parents.html>